

Fond biocarbone de la Banque mondiale *et Finance volontaire*

Présentation

Les Activités de l'Unité de finance carbone (CFU) de la Banque mondiale font partie du grand effort mondial pour la lutte contre le changement climatique. Ses activités sont ajustées pour compléter la mission de la Banque mondiale pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie dans le monde en développement.

Lien avec la LCD

Le Fonds biocarbone est un mécanisme de financement qui :

1. Permet aux pays en voie de développement de tirer profit des mécanismes du Protocole de Kyoto
2. Offre une opportunité aux projets visant à conserver les GES afin de bénéficier d'un financement issu du marché de carbone
3. Contribue à lutter contre la pauvreté tout en réduisant dans l'atmosphère les Gaz à Effet de Serre (GES).

Dans le but de :

- Générer des Crédits de réduction des émissions (CRE) commercialisables sur le marché international
- Fournir des avantages locaux liés à l'amélioration de l'environnement et de la biodiversité
- Améliorer les conditions de vie pour les populations locales.

Gouvernance

Les fonds carbone sont des véhicules d'investissement qui réunissent des capitaux publics et/ou privés qui ont pour objet l'achat de crédits carbone sur le marché primaire des mécanismes de projets de réduction d'émissions de gaz à effet de serre établis par le protocole de Kyoto. Les fonds carbone répondent à la demande de crédits de compensation carbone de la part des pays industrialisés du protocole de Kyoto et des installations industrielles du système européen d'échange de quotas soumises à une contrainte de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre entre 2008 et 2012.

Les fonds carbone travaillent en collaboration avec de nombreux acteurs pour identifier les projets et établir des contrats d'achat de crédits : investisseurs (institutionnels privés et publics, entreprises, etc.), porteurs de projets, juristes, sociétés de gestion, sociétés de courtage. Pour développer l'organisation des projets, les fonds carbone développent des réseaux locaux avec des porteurs de projets des pays cibles des projets MDP/MOC¹. Ces

¹ Mécanisme de développement propre (MDP) et Mise en œuvre conjointe (MOC).

porteurs de projets sont les acteurs sources du processus d'investissement puisqu'ils identifient les projets MDP/MOC qui généreront des crédits carbone.

La gouvernance du fonds, qui s'établit entre les investisseurs et la société de gestion, s'opère principalement à travers un comité d'investissement :

- Certains fonds carbone disposent d'un comité d'investissement qui examine chaque projet d'investissement proposé par les équipes opérationnelles de la société de gestion et émet des recommandations.
- D'autres fonds carbone disposent de lignes directrices élaborées par le comité d'investissement qui encadre le processus d'investissement de la société de gestion. Dans ce cas, la société de gestion est autonome dans son activité d'investissement. Le comité d'investissement se réunit alors à une fréquence semestrielle ou annuelle.

Modalités d'accès à ces financements

En terme de durée d'investissement, l'activité d'un fonds d'investissement carbone se développe en trois étapes :

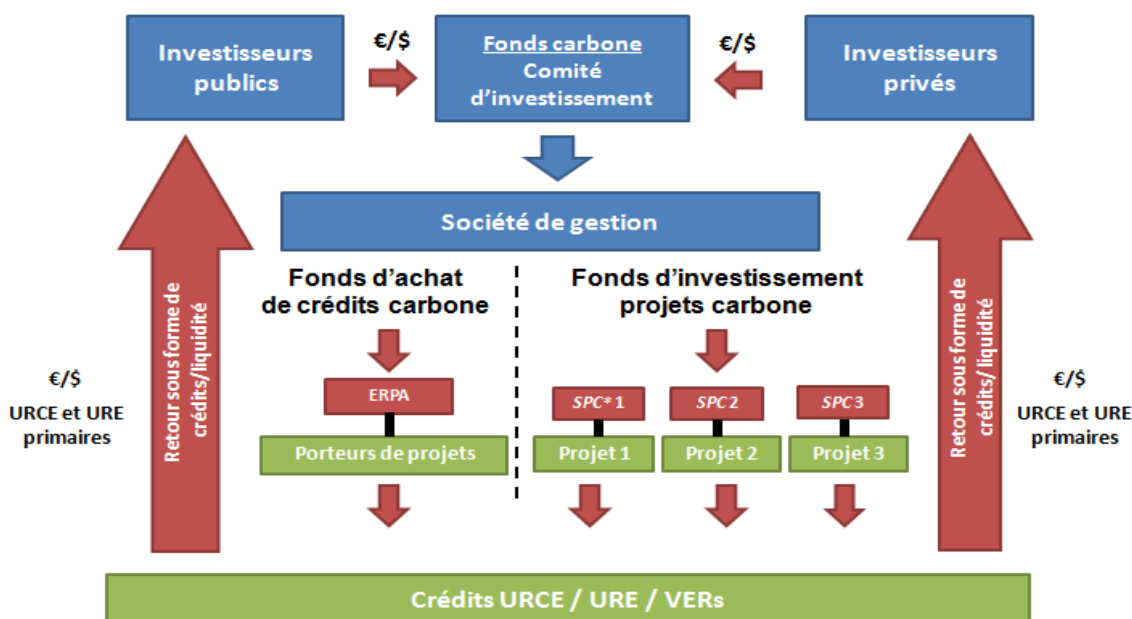
- une (ou plusieurs) phase de souscription (période de levée de fonds) ;
- une phase d'investissement ;
- une phase de désinvestissement.

Une fois que les projets ont été approuvés et que les réductions d'émissions ont été vérifiées, les crédits sont livrés aux responsables des fonds puis distribués aux différents investisseurs ou acheteurs sur le marché secondaire (voir figure 1). Selon la politique d'investissement du fonds, les investisseurs recevront des crédits pour leur conformité à la hauteur de leurs investissements, des liquidités ou ces deux types de dividendes.

La notion de fonds carbone regroupe néanmoins différentes réalités allant de structures qui investissent directement dans des projets de réductions d'émissions de gaz à effets de serre et des acteurs qui opèrent uniquement l'achat de crédits carbone par des contrats d'achat standardisés (*Emissions Reductions Purchase Agreement* ou ERPA).

Par ailleurs, leurs objectifs d'investissement varient : conformité avec des contraintes légales, rentabilité financière des investissements, et/ou compensation volontaire de leurs émissions.

Figure 1: Fonctionnement d'un fonds carbone



Source : http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/finance_carbone/etudes_climat/10-05-16_etude_climat_n23-les_fonds_carbone_en_2010.pdf

La demande pour la compensation volontaire

Cette demande provient d'acteurs privés ou publics qui ont pour objectif de compenser par l'achat de crédits carbone les émissions de gaz à effet de serre issues de leurs activités économiques non réglementées par un système de quotas ou une taxe. Ces crédits carbone peuvent résulter de réductions d'émissions dans le cadre de projets MDP/MOC ou d'une certification par d'autres standards. La compensation des émissions peut se faire en finançant directement un projet ou en achetant ces crédits sur le marché secondaire. Cette demande volontaire est négligeable par rapport à la demande issue de réglementations obligatoires.

Références

CDC Climat Recherche, 2010. Les fonds carbone en 2010 : investissement dans les crédits Kyoto et réductions d'émissions. In : *Etude Climat*, n°20, 50 p.

http://www.caissedesdepots.fr/fileadmin/PDF/finance_carbone/etudes_climat/10-05-16_etude_climat_n23-les_fonds_carbone_en_2010.pdf

Carbone finance at the World Bank :

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/ENVIRONMENT/EXTCARBONFINANCE/0,,menuPK:4125909~pagePK:64168427~piPK:64168435~theSitePK:4125853,00.html>